

Est-ce le début d'une nouvelle ère mondiale de recul des politiques climatiques ou une parenthèse de quelques années? Impossible de répondre encore à cette question, mais les mots de Donald Trump, lors de son discours d'investiture, lundi 20 janvier, ont prouvé une nouvelle fois que la lutte contre la transition écologique était un levier du populisme. Alors que des mégafeux détruisaient Los Angeles, le 47<sup>e</sup> président des Etats-Unis a ainsi promis d'utiliser «*l'or liquide sous nos pieds*» pour «*faire baisser les prix*» et «*exporter de l'énergie américaine dans le monde entier*». «*Nous devenons de nouveau une nation riche*», a-t-il lancé avant d'annoncer la fin du Green New Deal et des politiques de Joe Biden en faveur des véhicules électriques qu'il a faussement qualifiés d'«*obligation électrique*». «*En d'autres termes, vous pourrez acheter la voiture de votre choix.*»

Un discours conforme à ses promesses de campagne et à sa stratégie de coagulation des colères. «*Les populistes s'emparent de tous les problèmes pour les braquer contre les élites*, estime David Djaïz, essayiste, coauteur de *La Révolution obligée* (Allary, 304 pages, 21,90 euros). *En ce sens, l'écologie, éclairée par la science et qui nécessite des nouvelles normes décidées par des dirigeants, est un magnifique terrain d'opportunités pour eux, surtout si les classes populaires et moyennes s'estiment lésées.*»

Ce Donald Trump, à la fois libéral, souverainiste et défenseur très conservateur d'un American way of life fondé sur le pétrole, avait déjà été entrevu en 2016. «*Ça va beaucoup plus loin cette fois-ci avec la réactivation d'un modèle typiquement américain obsédé par le suprématisme énergétique, avec l'alliance autour de Trump des potentiels perdants de la transition mais aussi des milliardaires des nouvelles technologies*, pense le philosophe Pierre Charbonnier, chargé de recherche au CNRS et enseignant à Sciences Po, auteur de *Vers l'écologie de guerre* (La Découverte, 324 pages, 23 euros). *Pour le climat, la géopolitique change dans le mauvais sens, car si cette stratégie-là réussit, elle devient un modèle pour le reste du monde.*»

Va-t-on assister à une diffusion du climatonégationisme trumpiste aux autres zones économiques? Sur le continent européen, les attaques contre la transition écologique et le pacte vert, un ensemble de textes censé mettre

**« En 2018, le climat a été mis en haut de l'agenda politique de l'UE et tout a changé depuis 2022 »**

DAVID DJAÏZ  
essayiste

L'Union européenne (UE) sur la voie de la neutralité carbone en 2050, se sont multipliées depuis une semaine.

Au Forum économique mondial de Davos, en Suisse, où le sujet climatique a été quasiment absent des discussions, plusieurs patrons ont lorgné du côté de l'Amérique. «*Ils réduisent rapidement les réglementations aux Etats-Unis, ce qui accroît l'importance de le faire en Europe*», a ainsi déclaré, à l'Agence France-Presse, Nicolai Tangen, directeur général de Norges Bank Investment Management, l'un des plus grands fonds d'investissement au monde. Dans un entretien au *Journal du Dimanche*, jeudi 23 janvier, le président du Rassemblement national (RN), Jordan Bardella, a demandé, pour sa part, de mettre fin au pacte vert, «*probablement l'un des plus grands plans de décroissance qu'ait connus notre continent ces cinquante dernières années*».

### « Question de souveraineté »

Ce backlash, c'est-à-dire une réaction hostile des franges conservatrices à l'agenda environnemental, n'est pas né avec Donald Trump. «*En 2018, avec les mégafeux, les canicules, les grandes marches, le climat a été mis en haut de l'agenda politique, puis tout a changé, depuis 2022, avec un contexte international dominé par l'Ukraine, les tensions commerciales, puis la guerre à Gaza en 2023... Sauf que les catastrophes climatiques se poursuivent*, décrypte M. Djaïz. *Le backlash monte partout et à un très mauvais moment, car les mesures ne sont pas encore assez engagées pour infléchir durablement les trajectoires. Nous sommes dans une mauvaise passe.*

En Europe, la crise énergétique liée à la guerre en Ukraine puis l'inflation ont d'abord mis un coup de frein à l'avancée des textes du pacte vert. La crise agricole de début 2024 a ouvert une parenthèse non refermée de critiques des normes et des réglementations environnementales. En France, le RN et, par effet de contamination, une



partie de la droite se sont engouffrés dans la brèche. Après avoir tempêté contre le zéro artificialisation nette lorsqu'il était à la tête de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, président des députés Les Républicains, publie des vidéos sur ses réseaux sociaux appelant à supprimer l'Office français de la biodiversité. Et Eric Ciotti, député (Union des droites pour la République) des Alpes-Maritimes et allié de Marine Le Pen, a récemment promis de sortir la tronçonneuse en prenant exemple sur le président argentin, le libertarien Javier Milei.

«*Mais on se tromperait si l'on pensait que ce ne sont que quelques responsables politiques qui surfent contre l'écologie et le climat. Au fur et à mesure que l'on entre dans le concret, l'opposition à la transition devient massive avec un Parti populaire européen contaminé par l'extrême droite sur ces sujets-là, une partie du Sénat en France opposée à la transition dans l'agriculture*», assure Géraud Guibert, président de La Fabrique écologique.

Au cœur de cette période très compliquée, certains chercheurs et spécialistes considèrent que le retour de Trump devrait au con-

traire pousser l'UE à renforcer sa transition énergétique pour des raisons stratégiques. «*Entre les lignes, Trump nous annonce qu'il veut mettre l'Europe sous perfusion de fossiles américains. C'est justement le moment de relancer un agenda très ambitieux de décarbonation sur l'énergie, sur l'industrie, sur le commerce, car c'est une question de souveraineté*», analyse M. Charbonnier.

A Davos, jeudi 23 janvier, Patrick Pouyanné, le président-directeur général de TotalEnergies, a plutôt demandé directement au nouveau locataire de la Maison Blanche de «*garantir l'approvisionnement de l'Europe en gaz naturel liquéfié*», après avoir regretté que «*l'agenda vert de l'UE ne protège clairement pas les industries européennes*» dans le secteur des énergies renouvelables.

### Difficultés budgétaires

Ursula von der Leyen va-t-elle envoyer un signal le 30 janvier? La présidente de la Commission européenne s'exprimera à Bruxelles devant les patrons des industries automobiles très inquiets par les amendes contre ceux qui ne respectent pas les normes et

par la fin de la vente des voitures à moteur thermique en 2035, alors que la part des voitures électriques dans les nouvelles immatriculations a baissé, pour la première fois, depuis 2020 (13,6 % en 2024 contre 14,6 % en 2023).

Alors que plusieurs études d'opinion montrent un fléchissement de la préoccupation climatique, l'autre grand défi est de repenser les politiques publiques pour mieux accompagner les citoyens et ainsi tenter de couper le carburant aux populismes. «*Il faut absolument réussir à sortir du clivage pour ou contre la transition climatique, car c'est un fait qui s'impose à nos sociétés*, affirme Emmanuel Combet, auteur, avec Antonin Pottier, d'*Un nouveau contrat écologique* (PUF, 280 pages, 17 euros). *Pour cela, les acteurs doivent arriver à dessiner un horizon positif et ne pas seulement évoquer les nouvelles contraintes de façon technocratique. L'action écologique doit s'insérer dans notre contrat social avec une juste répartition des droits et des devoirs des uns et des autres.*»

Une gageure à un moment où de nombreuses économies européennes connaissent des difficul-

tés budgétaires et où nombre de dirigeants sont affaiblis. Bousculé par le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland, le gouvernement allemand a reculé sur l'interdiction des chaudières au gaz en 2023, puis il a coupé les aides pour les véhicules électriques fin 2024. En France, le ministère de la transition écologique, qui avait connu une augmentation de son budget de 7 milliards d'euros, subit, depuis un an, des coupes sur les aides à la rénovation des logements, sur l'électrification des véhicules et sur le fonds vert.

«*Que répond-on à quelqu'un qui s'est endetté pour acheter sa maison à 30 kilomètres de son travail? C'est la grande question de l'époque. Si les classes moyennes se pensent prisonnières de la transition écologique, nous allons nous diriger droit dans le mur du populisme*», théorise M. Guibert, rejoint par M. Djaïz : «*Il faut arriver à changer le récit pour faire de la transition une opportunité pour tout le monde, ménages comme industries, et sur tous les sujets. Car le populisme est comme l'hydre, si l'on coupe une tête, il y en a deux qui repoussent.*» ■

MATTHIEU GOAR

# La chaleur va tuer bien plus que le froid d'ici à la fin du siècle en Europe

Une étude anticipe une forte augmentation des décès provoqués par les températures élevées liées au réchauffement climatique

Depuis plusieurs années, des climatologistes diffusent l'idée selon laquelle la hausse des morts provoquées par les températures élevées liées au réchauffement climatique sera compensée par la diminution, dans le futur, des morts liées au froid hivernal. Une étude publiée lundi 27 janvier dans la revue *Nature* vient battre en brèche cette fausse information. Si, actuellement, en Europe, on compte dix morts liées au froid pour chaque mort liée à la chaleur, cet équilibre va probablement s'inverser d'ici à la fin du XXI<sup>e</sup> siècle.

Les chercheurs ont étudié, dans 854 villes représentant 40 % de la population européenne, l'écart entre les morts liées aux maux de l'hiver (froid, maladies, etc.) et celles qui sont liées à la chaleur, en

été, et ce selon les différents scénarios de réchauffement climatique, d'efforts d'adaptation et de changements démographiques établis par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat pour les années à venir.

Ils estiment que, même selon le scénario le plus optimiste prévoyant un réchauffement moyen de 1,7 °C d'ici à 2060, les décès en rapport avec la chaleur seront plus nombreux que les décès dus au froid, avec une hausse de 7,6 morts liées à la température pour 100 000 habitants. Selon le pire scénario, si aucun effort n'est fait pour s'adapter à la hausse des températures en Europe d'ici à la fin du siècle, les chercheurs évaluent le nombre total de morts à cause de la hausse globale des températures à 2,3 millions de

personnes en Europe. Une atténuation du risque de 50 %, notamment grâce à la climatisation, la végétalisation et la diminution de la pollution de l'air, ne serait pas suffisante pour inverser cette tendance, mais réduirait le nombre de morts liées à la température à 268 100 personnes.

### « L'étude la plus complète »

«*Il s'agit de l'étude la plus complète en Europe sur le sujet*, explique Pierre Masselot, professeur assistant en épidémiologie environnementale et statistique à la London School of Hygiene and Tropical Medicine et premier auteur de l'étude. *Nous avons exploré les futurs possibles en fonction des efforts d'adaptation à la chaleur et selon différents scénarios de résilience, en prenant en compte la vul-*

*néralité des populations aux différents âges de la vie ainsi que les changements démographiques à venir, pour bien extraire la partie des décès liés au changement climatique et pas seulement à la hausse de la population.*»

Les chercheurs ont également pu identifier plusieurs zones critiques, notamment l'île de Malte, avec une hausse de 268 morts liées à la température pour 100 000 habitants d'ici à 2100 dans le pire scénario, tout comme le pourtour méditerranéen, de l'est de l'Espagne à l'Italie en passant par le sud de la France (+ 124 morts pour 100 000 habitants), ainsi que le centre de l'Europe englobant la Suisse, l'Autriche, le sud de l'Allemagne et de la Pologne. Seul le nord de l'Europe, particulièrement les pays baltes et

l'Irlande, voit théoriquement la hausse des morts liées à la chaleur être compensée par la réduction des morts liées au froid. Mais à la marge, sans venir contrebalancer les pertes du reste de l'Europe.

«*Les disparités géographiques deviennent plus fortes avec le réchauffement climatique, surtout entre 1,5 °C et 3 °C de hausse des températures*, écrivent les auteurs. *Avec un réchauffement de 4 °C, [la différence entre les morts du froid et ceux de la chaleur] augmente de manière significative dans le centre de l'Europe et devient positive dans certaines villes du Nord comme Aberdeen, Stockholm et Helsinki.*» Cela montre qu'à un certain niveau de températures le corps humain n'est plus capable de s'adapter convenablement.

«*Cette étude est méthodologiquement impeccable*, souligne Hicham Achebak, chercheur postdoctorant à l'Inserm, qui n'a pas participé à l'étude. *Il s'agit de projections permettant d'anticiper l'impact futur du réchauffement climatique et de montrer ce qu'il pourrait se passer sans mesures d'adaptation.*» Il reconnaît toutefois certaines limites de ce travail, qui ne prend en compte que les vulnérabilités d'aujourd'hui.

«*Notre analyse montre le potentiel bénéfique pour la santé de la mise en place de stratégies d'atténuation strictes visant à réduire fortement les émissions de gaz à effet de serre, ainsi que de stratégies d'adaptation visant les pays et les populations les plus vulnérables*», concluent les chercheurs. ■

DELPHINE ROUCAUTE